



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Arrêté portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de
l'article L. 214-3 du code de l'environnement relatif au système
d'assainissement intercommunal de CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ**

**Construction d'un nouveau système de traitement des eaux usées de
CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ**

Dinan Agglomération

Le Préfet des Côtes-d'Armor

Vu la directive européenne n° 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et 4, L. 173-1, L. 211-1, L. 214-1 et suivants, les articles R. 211-25 à R. 211-47 et les articles R. 214-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2224-7 à L. 2224-11 et R. 2224-6 à R. 2224-16 ;

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L. 1331-1 et suivants, R. 1334-30 à 37 et R. 1337-6 à 10 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Benoît DUFUMIER, directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes d'Armor ;

Vu la décision du 13 novembre 2024 portant subdélégation de signature de M. Benoît DUFUMIER, directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes d'Armor envers ces chefs de services ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;



Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 13 avril 1988 encadrant les systèmes d'assainissement de l'agglomération de CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ ;

Vu le dossier de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement déposé par M. le président de Dinan Agglomération le 20 juillet 2024 complété le 15 avril 2025 relative à la construction de la nouvelle station de traitement des eaux usées intercommunale de CALORGUEN et SAINT-CARNÉ enregistré sous le n° DIOTA-250415-171938-982-001 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 approuvé le 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Rance – Frémur - Baie de Beaussais approuvé le 9 décembre 2013 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant déclaration en application à l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à M. le président de Dinan Agglomération, en date du 12 août 2025 dans le cadre de la phase contradictoire prévue par l'article R. 214-39 du code de l'environnement sur le projet d'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus ;

Considérant l'absence d'observations formulée par M. le président de Dinan Agglomération le 20 août 2025 dans le cadre de la phase contradictoire prévue par l'article R. 214-39 du code de l'environnement sur le projet d'arrêté préfectoral mentionné ci-dessus ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs et orientations du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 et du SAGE Rance – Frémur - Baie de Beaussais, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Considérant que la masse d'eau « FRGR 0016 : LA RANCE DEPUIS LA CONFLUENCE DU LINON JUSQU'A L'ECLUSE DE CHATELLIER » réceptrice des eaux traitées est identifiée dans le SDAGE Loire-Bretagne comme devant atteindre le bon état en 2027 (ou ayant atteint son bon état) ;

Considérant que le rejet de la station d'épuration est réalisé en partie par infiltration en période d'étiage et dans le cours d'eau « Le Pin » hors période d'étiage ;

Considérant la sensibilité du milieu récepteur « cours d'eau Le Pin » ;

Considérant que l'article 18 II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié susmentionné stipule que le maître d'ouvrage gérant d'une ou plusieurs agglomérations d'assainissement qui rejettent les eaux usées traitées réalise régulièrement un suivi approprié du milieu récepteur lorsque les rejets risquent de dégrader son état ;

Considérant la possibilité donnée au préfet par l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié de renforcer les mesures de suivi et de contrôle des stations d'épuration en fonction des enjeux ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE :

Titre I : Objet de l'arrêté

Article 1^{er} : Objet de la demande de déclaration

1.1 : Bénéficiaire

Il est donné acte à Dinan Agglomération, représentée par son président Monsieur Arnaud LECUYER, dénommé « bénéficiaire » ou « maître d'ouvrage », de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants :

- l'exploitation du système d'assainissement qui relève de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

1.2 : Nomenclature

Rubrique de la nomenclature	Nature – Volume des activités	Régime
2.1.1.0 / 2°	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : - supérieure à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO ₅	Déclaration (charge : 102 kgDBO ₅ /j)
3.1.2.0 / 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :	Déclaration <100 m (linéaire concerné 5 à 10 m)
3.1.5.0 / 2°	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens ", ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet " :	Déclaration < 200 m ² (surface concernée 60 m ²)

1.3 : Descriptif général

Le projet est réalisé sur la parcelle cadastrée OC 354 de la commune de SAINT-CARNÉ.

Le milieu récepteur des eaux traitées est le cours d'eau «du Pin» situé au sein de la masse d'eau FRGR 0016 « LA RANCE DEPUIS LA CONFLUENCE DU LINON JUSQU'A L'ECLUSE DE CHATELLIER ».

Points particuliers	Coordonnées LAMBERT 93	
Station de traitement	X : 327 993	Y : 6 825 032
Point de rejet de la station	X : 327 991	Y : 6 824 957

A) Charges de référence

Paramètres	Capacité	DBO5 kg d'O2/j	DCO kg d'O2/j	NGL kg/j	MES kg/j	Pt kg/j
Charges de référence kg/j	1700 EH	102	204	26	153	7

B) Débit de référence

Le système de traitement est dimensionné pour traiter les charges hydrauliques suivantes :

- débit journalier : 1100 m³/j ;
- débit nominal : 89 m³/h.

Le débit de référence correspond au débit journalier susmentionné. Si le percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées (c'est-à-dire au déversoir en tête de station) est supérieur au débit journalier susmentionné, il devient alors le débit de référence.

Titre II : Prescriptions

Article 2 : Conditions générales applicables au système d'assainissement

2.1 : Prescriptions générales

Sauf disposition contraire au présent arrêté, les prescriptions générales de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié sont applicables.

2.2 : Descriptif du système d'assainissement

2.2.1 : Système de collecte et branchements

Le réseau de collecte est entièrement séparatif.

À la date de signature de l'arrêté, il comprend 2 postes de refoulement, dont le détail est mentionné dans l'annexe n° 1 à la présente décision.

2.2.2 : Système de traitement des eaux usées

2.2.2.1 : Filière eau

La station de traitement réalisée est un traitement par boues activées comprenant notamment :

- un prétraitement ;
- une déphosphatation.

Points particuliers de mesures :

- un dispositif d'autosurveillance en entrée de station (Point A3) mesure des débits en continu et le prélèvement d'échantillons ;
- un dispositif d'autosurveillance permettant de mesurer les surverses (Point A2) mesure des débits ;
- un dispositif d'autosurveillance en sortie (Point A4) mesure des débits et prélèvement d'échantillons ;
- un dispositif d'autosurveillance en apport extérieur file eau (Point A6) mesure des quantités de boues en excès, mesure des débits et le prélèvement d'échantillons.

2.2.2.2 : Zone d'infiltration

En période d'étiage, le rejet des eaux traitées est infiltré à hauteur de 95 %.

Hors période d'étiage, le rejet des eaux traitées est dirigé directement au cours d'eau « du Pin ».

Deux bassins d'infiltration de 120 m² sont mis en place, utilisés par alternance, afin de permettre d'intervenir pendant les périodes d'entretien.

Article 3 : Prescriptions applicables au système de collecte

Aucun déversement ne doit être observé selon l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié hors situation inhabituelle telle que définie à l'article 2 de ce même arrêté.

3.1 Raccordements d'eaux non domestiques

Dans le cas de l'installation d'un établissement déversant des eaux usées non domestiques dans le réseau de collecte, le bénéficiaire du système d'assainissement doit établir les arrêtés et/ou conventions de rejet associés et sont mises à disposition du service chargé de la police de l'eau.

3.2 Travaux de réhabilitation du système de collecte

Objectifs au 31 décembre 2040 :

- réduction de 10% eaux claires parasites météoriques (ECPM) ;
- mise en conformité des mauvais branchements (25%).

Article 4 : Prescriptions applicables au système de traitement

4.1 : Conception et fiabilité de la station d'épuration

Valeurs limites de rejet :

En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station d'épuration (Point A2 ; A4 ; A5), mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés, selon des méthodes normalisées sont les suivantes :

Paramètres	Performances		
	Concentration maximale	Rendement (%)	Concentration rédhibitoire
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	25 mg d'O2/l	96	50 mg d'O2/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	90 mg d'O2/l	85	180 mg d'O2/l
Matières en suspension (MES)	30 mg/l	85	75 mg/l
Paramètres	En moyenne annuelle		
Azote ammoniacal (N-NH4+) (*)	5 mg/l de décembre à mai 4 mg/l de juin à novembre		
Azote Kjeldahl (NTK) (*)	10 mg/l		
Azote global (NGL) (*)	15 mg/l		
Phosphore total (Pt)	2 mg/l de décembre à mai 1,5 mg/l de juin à novembre		

* Ces exigences se réfèrent à une température de l'eau du réacteur biologique d'au moins 12 °C. Les analyses seront réalisées sur effluent non filtré.

Valeurs limites et prescriptions complémentaires :

- pH compris entre 6 et 8,5 ;
- température inférieure ou égale à 25 °C ;
- absence de matières surnageantes ;
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur ;
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

Conformité du système de traitement :

Le système de traitement est déclaré conforme s'il satisfait toutes les conditions ci-après :

- le nombre d'échantillons prélevés annuellement dans le cadre de l'auto-surveillance est égal au nombre prescrit à l'article 7.2.2 du présent arrêté ;
- aucun échantillon moyen 24 heures ne dépasse les valeurs rédhibitoires fixées pour chaque paramètre au présent article ;
- sur l'ensemble des échantillons moyens 24 heures prélevés au cours de l'année, toutes les mesures satisfont les normes en rendement ou en concentrations fixées au présent article, en tenant compte le cas échéant des flux déversés au niveau du déversoir en tête de station. Si tel n'est pas le cas, le nombre de non-conformités par paramètre doit être inférieur au seuil fixé au tableau 8 de l'annexe III de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié.

4.2 : Prévention et nuisances

Dispositions générales

Les installations sont construites, équipées et exploitées de manière que leurs fonctionnements ne puissent être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé et/ou la sécurité du voisinage et/ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

4.2.1 : Prévention des odeurs

Prescriptions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

4.2.2 : Prévention des nuisances sonores

Prescriptions de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Article 5 : Contrôle de l'accès

Les agents mentionnés à l'article L. 170-1 du code de l'environnement, auront libre accès, selon les conditions définies aux articles L. 171-1 et L. 172-5, aux installations autorisées.

Le service en charge de la police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Article 6 : Prescriptions relatives aux sous-produits

- Filières d'élimination des boues

La destination finale des boues et la valorisation est réalisé ou par compostage.

En fonctionnement normal les boues sont évacuées par épandage agricole ou vers une plate-forme de compostage.

En cas d'épandage sur terres agricoles, un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, dans les formes prévues par l'article R. 214-32 du même code, doit être déposé en préfecture, au minimum quatre mois avant les dates d'épandage prévues.

Article 7 : Autosurveillance du système d'assainissement

7.1 : Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie sur le réseau dont il a la charge la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits de curage et de décantation du réseau.

Le cahier de vie précise les coordonnées X et Y en projection Lambert 93 des trop-pleins et des exutoires associés.

7.2 : Autosurveillance du système de traitement

7.2.1 : Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doit être enregistré (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses...). Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles devront être accessibles.

7.2.2 : Fréquences d'autosurveillance

Le programme annuel d'autosurveillance prévisionnel est réalisé par le maître d'ouvrage. Il doit être représentatif des particularités (activités industrielles, touristiques...) de l'agglomération d'assainissement. Il est adressé par le maître d'ouvrage avant le 1^{er} décembre de l'année précédant la mise en œuvre de ce programme au service en charge de la police de l'eau pour acceptation et à l'Agence de l'eau Loire-Bretagne.

Le programme d'autosurveillance du système de traitement des eaux usées est réalisé sur une année complète soit du 1^{er} janvier au 31 décembre, à compter de la mise en eau de la station d'épuration par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

Aspect quantitatif		
Paramètres	Unités	Modalités-Fréquence Entrée-Sortie
Mesure du débit	m ³ /j	365 fois par an
pH	-	2 fois par an
Température	°C	2 fois par an
Matières en suspension : MES	mg/l et kg/j	2 fois par an
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	mg d'O ₂ /l et kg d' O ₂ /j	2 fois par an
Demande chimique en oxygène (DCO)	mg d'O ₂ /l et kg d' O ₂ /j	2 fois par an
Azote global : NGL	mg/l et kg/j	2 fois par an
Azote Kjeldhal : NTK	mg/l et kg/j	2 fois par an
Azote : N-NH ₄ +	mg/l et kg/j	2 fois par an
Phosphore total : Pt	mg/l et kg/j	2 fois par an

Nota : ce programme pourra évoluer dès la transposition de la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) en droit national.

Filière boues :

Paramètres sur les boues produites	Unité	Fréquence
Quantité de matières sèches	TMS	2 fois par an
Siccité des boues	%	1 fois par bimestre

7.2.3 : Informations complémentaires d'autosurveillance à recueillir

Les informations d'autosurveillance dans le tableau ci-dessous sont à recueillir et à transmettre au service en charge de la police de l'eau :

Nature	Détail
Déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées (refus de dégrillage, matières de dessablage, huiles et graisses)	Nature, quantité des déchets évacués et leur(s) destination(s).
Boues évacuées issues du traitement des eaux usées	Quantité brute, quantité de matières sèches, mesure de la qualité et destination (s). (1) La quantité brute est exprimée en masse et/ou en volume. (2) La quantité de matières sèches est exprimée en masse et est déterminée par des mesures de la siccité de la boue brute et des quantités de boues produites. (3) Quantité de boues produites par l'ensemble des files eau de la station, avant tout traitement et hors réactifs. (4) Les informations relatives à la destination première des boues sont transmises au moment de leur évacuation. Les informations relatives à la destination finale des boues sont transmises pour chaque année civile et par destination.
Consommation de réactifs et d'énergie	Quantité de réactifs consommés sur la file eau et sur la file boue
	Consommation d'énergie
Rejets non-domestiques	Données d'autosurveillance demandées dans les conventions à déposer au format sandre en tant que point R3

7.3 : Suivi du milieu récepteur

Pour vérifier la bonne adéquation entre le niveau de rejet et l'impact sur le milieu, un suivi physico-chimique est mis en œuvre. Les prélèvements sont ponctuels réalisés hors période étiage à la même date que le bilan 24h entrée-sortie de la station portent sur les points suivants :

N° point	Localisation	Coordonnées X L93	Coordonnées Y L93
P1	Environ à 50 m en amont du point de rejet	X : 327 931	Y : 6 824 950
P2	Environ à 100 m en aval du point de rejet	X : 328 088	Y : 6 824 939

L'aménagement des points de prélèvement est soumis à l'accord préalable de la DDTM des Côtes-d'Armor.

L'analyse des prélèvements est réalisée par un laboratoire agréé et porte sur les paramètres suivants :

- DBO5, DCO, MES, NK, Pt, COD, N-NH4 et ce, une fois par an : une mesure entre novembre et mai hors période étiage.
- Un point de situation sera effectué après ces deux premières années de suivi, en vue d'adapter le rythme du suivi du milieu récepteur.

La surveillance du milieu est réalisée concomitamment à l'autosurveillance et les résultats sont transmis à la DDTM des Côtes-d'Armor. Elle est intégrée au bilan annuel de fonctionnement.

Si l'analyse montre un impact du rejet aux points de mesure, tel qu'un déclassement de la qualité du milieu récepteur, le bénéficiaire propose des solutions pour améliorer le traitement ou limiter le rejet sur la période concernée ou encore le transfert vers le milieu avec une capacité de dilution plus élevée.

Si les résultats de la surveillance le nécessitent, la DDTM des Côtes-d'Armor prescrit toute nouvelle disposition utile et se réserve le droit de suspendre ou de renforcer le suivi milieu en fonction de l'impact sur le cours d'eau, après information par courrier au maître d'ouvrage.

Ce suivi est mis en place dès la mise en service de la station d'épuration.

Les résultats sont transmis par fichier au format SANDRE sur l'outil internet VERS'EAU, à la même fréquence que les résultats d'autosurveillance du système de traitement.

Article 8 : Informations et transmissions obligatoire

8.1 : Incident grave – Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement doit être signalé immédiatement et en temps réel au service chargé de la police de l'eau.

Dans les quinze jours suivant l'incident, l'exploitant remet, au service chargé de la police de l'eau, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

Tout déversement irrégulier à partir du réseau de collecte, notamment des postes de relèvement, doit être signalé immédiatement au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

La découverte d'un déversement du système de collecte vers le milieu naturel est à l'origine d'une action immédiate afin de la traiter et de remettre en état de fonctionnement le système.

Le maître d'ouvrage ou l'exploitant complète et transmet l'annexe 2 du présent arrêté, dûment complétée, par courrier électronique ou sur le site dédié à la gestion des alertes.

8.2 : Dépassements des valeurs limites fixées par l'arrêté

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté doivent être signalés, dès leur connaissance, au service chargé de la police de l'eau à la DDTM des Côtes-d'Armor, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 9 : Prescriptions relatives aux travaux sur le système de traitement des eaux usées

Tout déversement accidentel de produits polluants sur le sol doit être signalé immédiatement au service chargé de la police de l'eau.

9.1 : Restauration de site accueillant les ouvrages de l'ancien système de traitement des eaux usées.

Une fois que la nouvelle station d'épuration sera en fonctionnement, les anciens ouvrages non utilisés seront déconstruits et le terrain sera remis à l'état naturel.

Cette mesure est réalisée dans les 24 mois qui suivent la réception de la nouvelle station.

Dans un second temps, la vidange, le curage et le remblaiement des bassins de lagunage fera l'objet d'un dossier de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement, dans les formes prévues par l'article R. 214-32 du même code, doit être déposé en préfecture, au minimum quatre mois avant les dates d'épandage prévues.

9.2 : Continuité de service et mode dégradé

Les anciens ouvrages permettront d'assurer la continuité de service durant le phasage des travaux. La qualité du rejet ne sera pas dégradée et les performances épuratoires sont maintenues au niveau requis par l'acte réglementaire régissant le système d'assainissement actuel.

Titre III : Dispositions générales

Article 10 : Abrogation

L'ensemble des dispositions établies dans l'arrêté préfectoral du 13 avril 1988 encadrant le système d'assainissement communal de CALORGUEN et dans l'arrêté préfectoral du 13 avril 1988 encadrant le système d'assainissement communal de SAINT-CARNÉ sont abrogées à la date de mise en service de la nouvelle station de traitement des eaux usées.

Article 11 : Délais de réalisation

La mise en conformité du système d'assainissement dit de «CALORGUEN - SAINT-CARNÉ» à SAINT-CARNÉ devra être effectuée avant le 31 décembre 2027.

11.1 : Durée de validité de la décision

La présente décision est accordée pour une durée de quinze ans à compter de sa signature.

11.2 : Renouvellement de l'étude d'acceptabilité

Une étude d'acceptabilité actualisée est transmise au service en charge de la police de l'eau, dans un délai n'excédant pas les quinze ans à la signature du présent arrêté. Cette étude doit intégrer les résultats d'autosurveillance de fonctionnement de l'installation, ainsi que les évolutions prévues en termes de raccordement.

Article 12 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L. 171-6 à L. 171-12 du code de l'environnement et des sanctions pénales prévues aux articles L. 173-1 à L. 173-12 et R. 173-1 à R.173-4 de ce code.

Article 15 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera notifié au président de Dinan Agglomération, aux mairies des communes de CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ.

En application de l'article R. 214-37 du code de l'environnement :

- le présent arrêté sera affiché dans la mairie de CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ, ainsi qu'au siège de Dinan Agglomération pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des bénéficiaires ;
- une copie de cet arrêté est transmise au président de la commission locale de l'eau du SAGE Rance-Frémur-baie de Beausais pour information ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor, pendant une durée minimale de six mois.

Article 16 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de RENNES à compter de la publication au recueil des actes administratifs (article R. 514-3-1 du code de l'environnement) :

- 1) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécourse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article 181-5 du code de l'environnement).

Article 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor et la sous-préfète de Dinan, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de CALORGUEN et de SAINT-CARNÉ, le président de Dinan Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans les mairies concernées et au siège de collectivité.

Saint-Brieuc, le 01 SEP. 2025

Le préfet,
Pour le préfet et par subdélégation,
Le chef du service environnement,


Gérard DÉNIEL

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2025 portant prescriptions spécifiques
à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement**

**relative au système d'assainissement de l'agglomération
de CALORGUEN et de SAINT-CARNE**

Liste des points R1 /A1:

N° du poste/ nom du poste / commune	Coordonnées Lambert 93	Population raccordée	Existence trop-plein	Existence d'une bâche de stockage	Équipement Télé-alarme	Détection TP	Milieu récepteur TP
PR Bourg SAINT-CARNE	X : 328 260 Y : 6 824 041		Oui	Non	Oui	Oui	
PR Bourg CALORGUEN	X : 325 704 Y : 6 824 693		Oui	Oui	Oui	Oui	

Point A2 :

N° du poste/ nom du poste / commune	Coordonnées Lambert 93	Population raccordée	Existence trop-plein	Existence d'un bassin tampon	Équipement Télé-alarme	Détection de trop- plein
PR STEP	X : 327 982 Y : 6 824 934	1700 EH	Oui	Non	Oui	Oui

Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2025 portant prescriptions spécifiques à déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement relative au système d'assainissement de intercommunal de CALORGUEN et de SAINT-CARNE
Cadre de fiche d'alerte en cas de situation pouvant conduire à un rejet impactant le milieu récepteur et les usages en aval

Émetteur	Destinataire
Nom : Fonction : Tél. : Courriel :	Nom : Tél. : Courriel :
Objet : Déversement d'eaux usées au milieu naturel	
Localisation Commune : Nom de l'installation concernée : (PR ou station) : Nature de la pollution : Lieu de la pollution :	
Descriptif de l'événement Météo : <input type="radio"/> Sec <input type="radio"/> Pluie <input type="radio"/> Forte pluie Relevé sur site de la STEP (mm) : Situation rencontrée : Relevé de la station de référence :	
Plan d'action déclenché Heure d'alarme du PR : Heure de constatation le : Heure d'intervention :	
Durée du débordement – Quantité	
Impact constaté sur l'environnement Lieu du déversement dans le milieu marin ou aquatique :	
Organismes prévenus (cases cochées) <input type="checkbox"/> collectivités : mairies de CALORGUEN et de SAINT-CARNE <input type="checkbox"/> IFREMER : littoral.lerbn@ifremer.fr <input type="checkbox"/> DDTM/DML : ddtm-dml@cotes-darmor.gouv.fr <input type="checkbox"/> DDTM/DML/SAMEL : ddtm-dml-samel-ucm@cotes-darmor.gouv.fr <input type="checkbox"/> DDTM/SE : alerte-assainissement@cotes-darmor.gouv.fr <input type="checkbox"/> DDPP : ddpp-ha@cotes-darmor.gouv.fr <input type="checkbox"/> ARS : ars-dt22-sante-environnement@ars.sante.fr <input type="checkbox"/> OFB : sd22@ofb.gouv.fr	
Contacts exploitant Responsable d'astreinte : Responsable du site :	

